
Militantisme et recherche historique

Militancy and historical Research

Madeleine Rebérioux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5601>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5601

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 279-287

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Madeleine Rebérioux, « Militantisme et recherche historique », *Questions de communication* [En ligne], 4 | 2003, mis en ligne le 23 mai 2012, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5601> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5601>

Tous droits réservés

> ÉCHANGES

MADELEINE REBÉRIOUX

Université Paris 8

MILITANTISME ET RECHERCHE HISTORIQUE

Résumé. — Madeleine Rebérioux est spécialiste de l'histoire sociale, culturelle et politique de la III^e République. Ses travaux portent sur le socialisme, le syndicalisme et la classe ouvrière. Enseignante à Mulhouse puis en région parisienne, elle a exercé à l'université nouvelle de Vincennes à la fondation de laquelle elle a participé. Présidente de la Ligue des droits de l'homme de 1991 à 1995, l'historienne est aussi une militante : elle évoque ce double parcours en expliquant qu'elle s'est toujours refusée à faire œuvre de recherche sur des événements ou des périodes dont elle a été le témoin. Elle retrace la naissance de la revue *Le Mouvement social*, sa découverte de Jean Jaurès, son engagement contre la guerre d'Algérie, son rôle en mai 68 et ses rapports avec les médias. Elle décrit également l'idée qu'elle se fait du militantisme et du métier d'historien dans son rapport au débat public.

Mots clés. — Engagement, militantisme, syndicalisme, Ligue des droits de l'homme, Jean Jaurès, guerre d'Algérie, mai 68, communisme, médias.

Vincent Lowy. — Vous avez toujours manifesté un grand attachement à la notion d'engagement. Vous êtes présente dans le champ de la recherche en histoire et dans le monde du militantisme. Est-ce l'histoire ou le militantisme qui est arrivé en premier ?

Madeleine Rebérioux. — J'ai commencé par faire de l'histoire. Normalienne, j'hésitais entre l'histoire et la philosophie. J'ai fait des études dans les deux disciplines et j'ai choisi la première au moment de l'agrégation. Peut-être était-elle plus facile à enseigner et, sans doute, plus conforme à ma première jeunesse. Lorsque j'étais élève au Lycée de filles de Clermont-Ferrand, j'avais une enseignante extraordinaire qui m'a donné le goût de l'histoire. Puis je me suis mariée à Mulhouse, pendant mes premières années d'enseignement. Mon mari était communiste et, surtout, syndicaliste. Il n'avait pas du communisme une vision sectaire : pour lui, les communistes étaient des gens qui avaient une pensée droite même si celle-ci n'était pas nécessairement conforme à la pensée du Parti. Quand on a décidé de se marier, j'avais déjà adhéré au Parti communiste français (PCF). J'étais militante pour d'autres raisons : quand on habite Mulhouse, après la guerre, et qu'on est communiste, il est impossible de ne pas discuter avec les gens des cités ouvrières et, naturellement, de la cité Dolfuss. Bien sûr, on peut rester enfermé avec les élèves du lycée ; ceci, je ne l'aurais jamais envisagé. Les élèves étaient surtout des filles de la bourgeoisie juive ou de la bourgeoisie protestante. Peu étaient catholiques parce que, à Mulhouse, les catholiques représentent le peuple. J'ai gardé les meilleures relations avec ces élèves, dont certaines sont devenues des amies. Ce n'est pas par elles que je suis devenue militante, mais par la découverte de la classe ouvrière. La cité Dolfuss a été créée par la bourgeoisie alsacienne et, à l'époque, elle était d'avant-garde. Cent ans après sa création, elle est l'incarnation du malheur ouvrier. En côtoyant ce milieu, je me suis dit que je serai à côté de ces gens toute ma vie. Il y a mille manières d'être à côté des ouvriers, mais, à l'époque, la plus simple était de rentrer au PCF. Cet engagement a joué un rôle capital dans mon parcours d'historienne, puisque j'ai mené des recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier. Ceci n'est pas très original : nous étions nombreux à nous dire, au même moment, qu'il était temps de faire une histoire de la classe ouvrière qui ne soit pas une histoire des partis, ou des syndicats, mais qui essaie d'être une histoire de la classe. Quelques années plus tard, Jacques Julliard, Michelle Perrot, Annie Kriegel, Colette Chambelland et moi-même avons fondé la revue *Le Mouvement social*. Nous appartenions tous à la même génération et placions au centre de notre travail, une réflexion du prolétariat.

L'anticolonialisme est la deuxième raison de mon engagement communiste. Pendant la première guerre du Vietnam, j'étais militante et distribuais des tracts dans des lieux où je n'aurais pas dû le faire. Je me suis fait « casser la gueule » par une quinzaine de parachutistes alors que j'étais enceinte. À partir de ce moment, mes choix politiques ont fonctionné de conserve avec mes actions militantes. Et, naturellement, ces choix se sont exprimés dans les recherches que j'ai entreprises.

Vincent Lowy. — Quels sont les choix de recherche qui ont été conditionnés par ces positionnements ?

Madeleine Rebérioux. — Je n'ai jamais fait de recherche, ni écrit quoi que ce soit (pour parler sérieusement, je ne crois qu'à l'écriture qui n'a aucun rapport avec la parole ou avec l'image) sur les années que j'ai vécues. Ainsi n'ai-je pas effectué de travaux sur mes années de militantisme. Je me méfie de moi. Pas tellement en politique ; je pense que j'en vaudrais bien d'autres. Mais en tant qu'historienne, je ne suis pas sûre que mon regard soit le meilleur sur les années que j'ai traversées. Si c'est pour délivrer un témoignage, cela ne m'intéresse pas. Écrire est autre chose, c'est être apte à poser des questions. Or, je ne me considère capable de poser des questions que sur des périodes dans lesquelles je n'ai pas été impliquée. Mon engagement de militante ne s'est donc pas exprimé de manière directe dans la recherche historique – même si celle-ci a été irriguée par ma façon de penser le militantisme. Cette façon de penser m'aide à analyser des périodes passées sur lesquelles j'ai des questions originales à poser, principalement la période qui va du milieu du XIX^e siècle jusqu'à 1939. Cela donne des ouvrages de synthèse comme *La République radicale ?* (1975), la publication des œuvres de Jaurès – travail extraordinairement difficile – ou des revues et des livres.

Vincent Lowy. — Jean Jaurès, figure de l'engagement social et politique, constitue sans doute la grande rencontre de votre parcours d'historienne. Quelles ont été les conditions de cette rencontre ?

Madeleine Rebérioux. — Nous étions un groupe d'historiens à publier dans *Le Mouvement social*, à nous rencontrer dans des colloques et à écrire pour les bulletins de la Société d'études jaurésiennes (cela se passe en pleine guerre d'Algérie, entre 1959 et 1960, en réaction à la guerre coloniale et aux mensonges permanents qu'elle entraîne). Nous partagions la conviction que l'histoire et le présent sont indissolublement liés. Nous avions cette vision du socialisme incarné par Guy Mollet et nous nous demandions si les socialistes avaient toujours été comme cela. C'est pour cette raison que je suis « tombée dans Jaurès », en regardant le mouvement socialiste français de la fin du XIX^e siècle. Jean Jaurès est un penseur extraordinaire, un homme politique d'ampleur internationale, ce qu'on ne voit pas, puisqu'il est perçu comme un socialiste devenu républicain, ce qui est, ni plus ni moins, qu'une sottise. J'ai compris que, sans être anticolonialiste, on pouvait se conduire de façon telle que le colonialisme pouvait être récusé. Donc que les paroles n'étaient, certes, pas sans effet, mais que les pratiques sont autre chose. Or, l'un des problèmes de la recherche en histoire est justement le rapport entre paroles et pratiques.

Dans *Le Mouvement social*, nous nous étions répartis le travail pour labourer un territoire qui ne l'avait pas été. Je me suis attachée à Jean Jaurès, Michelle Perrot à la grève, Colette Chambelland à la branche extrême gauche du syndicalisme d'avant-1914. Pour moi, le socialisme français et Jean Jaurès sont devenus des objets d'étude par partage du territoire, mais aussi parce que j'avais un vrai

problème politique. Je suis quelqu'un qui croit profondément à la politique, mais j'étais hors de moi lorsque je voyais la façon dont se conduisaient les socialistes français. L'histoire est fondamentale : si on lui pose des questions, vraies, intelligentes, fondées, judicieuses, on arrive à comprendre pourquoi certains aspects de la vie sociale contemporaine fonctionnent mal.

Vincent Lowy. — J'imagine que, dans ces conditions, vos travaux ont immédiatement été perçus comme engagés.

Madeleine Rebérioux. — Oui, tout de suite. Si bien qu'après Mulhouse, j'ai eu des ennuis avec Jules Moch qui était ministre de l'Intérieur. Je suis restée quinze ans dans un lycée, ce qui, pour ma génération, est plutôt rare. J'étais première partout mais je ne pouvais pas rentrer en classe préparatoire à l'École normale supérieure, parce que cela m'était absolument interdit. Le ministère avait bouclé cette voie. Je le regrettais parce que l'enseignement était la seule chose que je savais faire. J'aurais pu enseigner le français, le latin, la philo, l'histoire, j'étais interchangeable. Plus tard, Ernest Labrousse, qui dirigeait un séminaire d'histoire contemporaine, sociale et économique, m'a fait entrer à la Sorbonne. J'étais un peu à la mode, parce que je m'étais encore « fait casser la figure » pendant les manifestations contre la guerre d'Algérie. J'en suis relativement fière parce que je peux dire que je sais ce qu'est la répression policière. Je sais ce que c'est que de se faire ramasser dans la rue, évanouie, et ramener chez soi avec les enfants qui sont sur le pas de la porte. Ces souvenirs de militantisme intense ne prennent pas place dans les questions d'histoire sur lesquelles je travaillais, mais elles s'insèrent dans l'anticolonialisme. Que fait-on de cela quand on travaille ? En 1959, mon premier livre sur Jean Jaurès paraît aux Éditions sociales qui dépendaient du PCF. J'ai failli m'en faire exclure parce que j'avais cité un magnifique texte de Trotski alors que le Parti ne voulait pas entendre parler de lui. J'ai continué à travailler à la Société d'études jaurésiennes. Mes articles, livres et revues ont été perçus comme une histoire militante, ou plutôt, rédigée par une militante dont les interrogations concernent la période dont elle parle, tout en refusant de transposer des schémas. Aucun schéma de la deuxième moitié du XX^e siècle ne fonctionne sur le XIX^e. J'ai parlé de la naissance du socialisme français comme personne ne l'avait fait auparavant, non comme une histoire de congrès ou de journaux, mais comme une histoire des hommes évoluant à la base. Ainsi, me suis-je posée la question de savoir comment on devient socialiste ou communiste. L'histoire ne s'intéresse pas à ce qui est, mais à ce qui devient. L'objet de l'histoire est le temps. Or, le temps est le devenir.

Vincent Lowy. — Nous arrivons à la période de mai 68, pendant laquelle vous êtes très active.

Madeleine Rebérioux. — J'ai été l'un des fondateurs de l'université de Vincennes où j'ai travaillé en histoire culturelle¹. Dans ce domaine, j'ai proposé des

¹ La création de l'Université Paris 8 découle des événements de mai 1968. Le ministre Edgar Faure et un groupe d'enseignants issus de l'ancienne Sorbonne ont construit le projet d'un centre universitaire expérimental qui deviendra l'Université Paris 8, en 1971.

interrogations nouvelles, ce qui, par la suite, m'a servie au musée d'Orsay. Si elle intègre le problème des techniques relevant de l'histoire de l'art, la question de l'historien est de nature spécifique. L'œuvre d'art parle d'elle-même, tout en parlant d'autre chose. Elle n'est pas tout à fait un langage comme les autres, même si la référence à l'histoire, c'est-à-dire à tout, est indispensable à sa compréhension.

Vincent Lowy. — Pendant ces années de fort militantisme, vous êtes professeur d'histoire au lycée Marcellin-Berthelot de Saint-Maur. Quelle a été la place de l'enseignement pendant cette période tumultueuse ?

Madeleine Rebérioux. — Essentielle. Enseigner, c'est rendre accessible une connaissance pointue sur laquelle on se pose des questions – valables ou pas –, mais sur lesquelles on a eu le mérite, sinon de les résoudre, au moins de les faire émerger. Si on ne s'interroge pas, ce n'est pas la peine de faire de l'histoire, il n'y a qu'à faire de la politique ! L'enseignement est le mode le plus fascinant du rapport, non à la vérité, mais à des représentations qui s'affinent.

Vincent Lowy. — En ayant bien intégré cette tension, que vous placez entre présent et passé, quel rapport entretenez-vous aux médias, et à partir de quel moment y intervenez-vous ?

Madeleine Rebérioux. — À partir de mai 68. C'est surtout le rôle que j'ai joué dans la création de l'université de Vincennes qui m'a ouvert les portes des médias. Je suis devenue médiatique, d'autant plus que je venais d'être exclue du PCF, ce qui était très bien vu... En novembre 69, dans les huit jours qui ont suivi mon exclusion du PCF, trois éditeurs m'ont demandé si je voulais écrire mes mémoires, pour expliquer combien j'avais souffert au Parti. J'ai répondu que si j'avais souffert à ce point, je serais partie de mon propre chef ! J'étais en désaccord sur de nombreux points mais je ne serais pas partie, parce qu'il y avait trop de travail à faire.

Vincent Lowy. — Vous êtes devenue une habituée de la radio...

Madeleine Rebérioux. — Pour moi, ce média est un espace de liberté, débarrassé de l'épaisseur charnelle que donne l'image du corps. Le temps à disposition n'y limite pas le débat comme c'est le cas à la télévision. Certes, il y a eu de grandes émissions de débats qui, aujourd'hui, ont disparu. Je me souviens d'un débat avec Jacques Vergès et Michel Noir, au milieu des années 80. Il s'agissait d'un débat sur la liberté, qui suivait la projection d'un film américain sur le premier amendement. Je représentais la Ligue des droits de l'homme. J'étais la seule ligueuse à laquelle Jacques Vergès ne pouvait rien dire, parce qu'il savait que je m'étais battue pour les Algériens autant que lui, même si ce n'était pas dans les mêmes milieux.

Vincent Lowy. — Vous n'utilisez pratiquement jamais les tribunes libres de la presse quotidienne, contrairement à beaucoup d'intellectuels qui interviennent dans le débat public. Comment expliquez-vous cette discrétion ?

Madeleine Rebérioux. — Je ne le fais pas car, selon moi, les tribunes libres sont inutiles, et cela ne m'intéresse pas d'intervenir comme personne. Ce qui m'intéresse est mon travail d'historienne ou de militante à la Ligue des droits de l'homme, de faire collectivement changer les choses.

Vincent Lowy. — Après la grande période de l'activisme militant allant de 1955 à 1975, vos activités se diversifient. Vous devenez vice-présidente de l'Établissement public du Musée d'Orsay.

Madeleine Rebérioux. — J'ai été heureuse à Orsay, même si j'y ai été mal reçue. J'y ai beaucoup appris et, sans fausse modestie, je leur ai beaucoup appris. J'ai découvert le milieu des conservateurs de musées et je m'y suis fait quelques amis.

Vincent Lowy. — Vous travaillez également à l'organisation d'expositions ou d'événements culturels importants, comme le Centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane. Malgré le positionnement « grand public » de ces missions, on retrouve les nuances de votre engagement personnel. Prenons l'exemple d'une exposition-spectacle intitulée « La traversée de Paris », présentée en 1989 dans le cadre du bicentenaire de la Révolution française. Je garde un souvenir très net de ce parcours dans l'histoire sociale, politique et architecturale de la France des deux derniers siècles, installé au sommet de l'Arche de la Défense qui venait d'être inaugurée. Vous y aviez imprimé votre marque, on y retrouvait en particulier les figures illustres ou tragiques de votre Panthéon.

Madeleine Rebérioux. — Pour cette exposition, j'étais dans une situation un peu compliquée parce que je venais de quitter la direction du Musée d'Orsay. J'avais repris mon enseignement à Vincennes et je m'occupais de la commission extrême droite à la Ligue des droits de l'homme. Cette exposition a constitué un travail passionnant parce qu'il s'agissait de montrer comment, sur un siècle, le mouvement républicain avait barré des voies révolutionnaires comme celles du militantisme anarchiste associé aux actions de force. Sur le plan pratique, on expliquait, avec des images et des reconstitutions de décors, les attentats anarchistes et j'avais fait mettre au milieu de tout cela un panneau « Voie barrée ». En France, les anarchistes qui préconisent ce modèle n'ont plus la parole, ils rentrent dans les syndicats (les militants anarchistes deviennent les premiers cadres de la CGT). Il fallait faire comprendre que ces révolutionnaires avaient renoncé aux attentats comme mode de communication avec la société. L'exposition permettait une interrogation sur la façon de représenter ces phénomènes. Pendant toute la durée de l'exposition, on diffusait *Octobre à Paris*, le film réalisé dans les bidonvilles grâce à Jacques Panigel, au lendemain des massacres du 17 octobre 1961, pour faire parler les témoins sur ce qu'avaient été ces manifestations. Il ne s'agissait pas d'une enquête historique, mais d'une somme formidable de témoignages. C'est au titre du Comité Maurice Audin que nous avons pu faire le film, passé en boucle dans cette exposition. Dans la

salle attenante, on diffusait le discours d'André Malraux, prononcé lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon. Quand on a lu *La condition humaine*, comment ne pas garder un grand amour pour André Malraux ? À mon humble avis, ces documents en disaient plus que bien des salles de cours, des livres ou des articles.

Vincent Lowy. — Ce que vous dites est un beau plaidoyer en faveur d'une pédagogie active de l'histoire, qui ne soit pas seulement livresque, mais qui peut être l'objet d'un parcours dans une exposition, d'un film ou d'une « mise en scène » — autant de fabriques de la mémoire. Pour vous qui ne croyez qu'à l'écrit, il s'agit d'une contradiction stimulante. À ce sujet, l'historien Christophe Prochasson, un de vos anciens étudiants, déclare que vous êtes l'une des seules historiennes à savoir décrypter les images...

Madeleine Rebérioux. — C'est au Musée d'Orsay que j'ai appris à lire les images et à comprendre les traitements particuliers qu'elles supposent, y compris dans la recherche. Quand j'écrivais *La République radicale ?*, je parlais de la peinture et des tableaux mais ma vision était approximative. Cela n'avait rien à voir avec ce que j'apprendrais dans les musées. Je suis kantienne de formation, avant d'être marxiste. Donc, pour moi, il y a deux catégories : l'espace et le temps. Le temps, c'est la parole et la musique. L'espace, c'est la peinture. Quand j'enseignais à Mulhouse, je commentais des œuvres de Picasso dans l'ancienne fonderie. Le public ne comprenait pas toujours grand-chose, mais c'était aussi une façon d'enseigner l'histoire.

Vincent Lowy. — Votre compagnonnage avec Jean Jaurès continue avec la publication de ses œuvres, et vous vous engagez, par ailleurs, aux côtés des Palestiniens dans le conflit du Proche-Orient.

Madeleine Rebérioux. — Quand j'ai commencé à m'intéresser aux Palestiniens, j'étais, comme militante, outrée par la façon dont le gouvernement d'Ariel Sharon traitait Yasser Arafat. J'ai lancé un appel intitulé « Trop, c'est trop ! ». Alors que nous pensions qu'il n'attirerait qu'une cinquantaine de signatures, nous en avons obtenu 3 500 en un mois. Cela correspondait à une attente. Parmi les signataires, on trouvait un bon quart de Juifs. Cela m'a rendue très enthousiaste. J'ai compris que nous occupions un créneau que personne n'occupe et qui consiste à dire : « On défend les Palestiniens, mais on ne se sépare pas des Juifs de France, ni même des Juifs d'Israël ». Alors que je ne connaissais rien à la Palestine, je suis remontée dans le temps, pour comprendre comment on avait pu en arriver là. Là, j'ai commencé à percevoir l'extraordinaire complexité de la situation. J'ai donc pris la décision d'engager la Ligue dans ce combat, en assumant des difficultés importantes, en particulier de financement. Ainsi, avons-nous choisi d'aider la diffusion du film d'Abraham Ségol, *Témoins pour la paix*.

Vincent Lowy. — Le conflit israélo-palestinien pose aux chercheurs d'épineux problèmes liés au statut même de l'université, dans les deux camps...

Madeleine Rebérioux. — Du côté palestinien, on ne peut rien faire parce que les Israéliens ont beaucoup détruit. Par ailleurs, les enseignants et les étudiants circulant difficilement, ils ne peuvent se rendre dans les universités qui se situent à cinq ou dix heures de trajet de leur lieu de résidence. Nous avons émis des protestations qui n'ont aucune utilité parce qu'il faudrait que les Israéliens permettent la circulation des Palestiniens. On ne peut pas faire grand-chose si ce n'est collecter des signatures. En revanche, j'ai mis sur pied, avec tous les syndicats de l'enseignement secondaire et primaire (sauf le SNALC), un texte de solidarité avec les Palestiniens. Ce type d'actions est du militantisme qui demande beaucoup de temps, mais qui repose aussi sur le fait que j'ai été syndicaliste très longtemps. On peut agir grâce aux organisations. Je crois aux pratiques collectives, une conviction qui a guidé mes recherches, en particulier sur le monde ouvrier, puisque c'est à la fin du XIX^e siècle qu'on n'a plus seulement à faire à des personnes ou des groupuscules, mais à de vrais mouvements, qu'ils soient socialistes, anarchistes, syndicalistes, communistes... En quelque sorte, je suis « collectiviste », car je pense que nos vies sont collectives.

Vincent Lowy. — Pour revenir à l'articulation entre recherche et engagement, que pensez-vous de l'idée de Nathalie Heinich, selon laquelle on peut tendre vers une « neutralité engagée » qui consiste à suspendre tout jugement de valeur à l'égard de l'objet considéré et à prendre en compte la logique des acteurs ?

Madeleine Rebérioux. — Je ne suis pas d'accord avec Nathalie Heinich qui croit que l'engagement concerne la période pendant laquelle on est militant, ce que j'ai toujours refusé de faire.

Vincent Lowy. — Avez-vous déjà participé à des missions d'expertise ?

Madeleine Rebérioux. — Je ne crois pas à l'expertise des historiens. Je ne me suis prononcée qu'une fois en tant qu'experte, et c'était dans le cadre universitaire, à Cuba, en 1970. Un Comité scientifique français avait décidé qu'il fallait enseigner l'histoire sociale aux Cubains, leur expliquer ce qui se faisait en France. J'ai préparé une quinzaine de conférences, mais je me suis vite rendue compte que les auditeurs n'écoutaient pas, à part les membres de l'ancien Parti communiste qui, passés par l'URSS, savaient ce qu'était l'histoire sociale. Fidel Castro n'avait rien changé au système universitaire et les professeurs continuaient d'enseigner l'histoire de l'humanité sans laisser aucune place à l'histoire sociale ou politique. À l'initiative d'historiens français qui ont consulté des archives reposant dans d'anciennes sucreries, la situation a progressivement évolué.

Vincent Lowy. — Pensez-vous qu'il s'agisse de pratiques professionnelles ?

Madeleine Rebérioux. — L'histoire est un métier, la politique est un métier. On peut les faire fonctionner de façon non forcément antinomique, mais pas dans

un tribunal. Naturellement, il m'arrive de témoigner devant les tribunaux, mais comme témoin, pas comme experte, même si je tiens un discours de compétence. Par exemple, j'ai témoigné en faveur des anarchistes du XVIII^e arrondissement, à Paris, à la demande de leurs avocats, en disant : « Certes, ils ont des bâtons dans les mains, mais ce sont de vieilles pratiques ouvrières, sur les bâtons on met des pancartes et on va défiler... ». Les gens riaient en m'écoutant et, moi-même, je riais intérieurement !

Le rôle de l'historien n'est pas d'expertiser, ou de témoigner, mais de poser des questions insolentes à l'histoire. C'est ainsi qu'on fait avancer les choses. J'ai signalé à la Ligue des droits de l'homme que notre premier président, Ludovic Trarieux, avait fait voter les lois anti-anarchistes, considérées « scélérates » par toute la gauche française. Ministre de la Justice en 1895, il avait pourfendu les ouvriers de Carmaux, lors des grandes grèves. Ludovic Trarieux a trouvé son chemin de Damas quand il « découvre » l'antisémitisme. Il devient alors le président de la première grande organisation de civisme et de défense des droits. Je passe donc mon temps à obliger les gens à penser autrement, car il faut toujours regarder d'où l'on vient, où l'on va et comment.

Entretien transcrit et mis en forme par Vincent Lowy,
CÉRIME, université Strasbourg 3
Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter

Références

Heinich N., 2002, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, 2, pp. 117-127.

Rebérioux M., 1975, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Éd. du Seuil.